



**Pacte international
relatif aux droits civils
et politiques**

Distr.
GÉNÉRALE

CCPR/C/SR.2137
29 décembre 2003

Original: FRANÇAIS

COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME

Soixante-dix-neuvième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE PARTIE (PUBLIQUE)*
DE LA 2137^e SÉANCE

tenue au Palais Wilson, à Genève,
le lundi 20 octobre 2003, à 10 heures

Président: M. AMOR

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SESSION PAR LE REPRÉSENTANT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR
ORGANISATION DES TRAVAUX ET QUESTIONS DIVERSES

RAPPORT DU PRÉSIDENT-RAPPORTEUR DU GROUPE DE TRAVAIL
DE PRÉSESSION
QUESTIONS DIVERSES

* Le compte rendu analytique de la deuxième partie (privée) de la séance est publié sous la cote CCPR/C/SR.2137/Add.1.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 h 10.

OUVERTURE DE LA SESSION PAR LE REPRÉSENTANT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
(point 1 de l'ordre du jour provisoire)

1. M. RAMCHARAN (Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme par intérim) déclare ouverte la soixante-dix-neuvième session du Comité. Évoquant la disparition tragique de Sergio Vieira de Mello, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, dans le bombardement du siège des Nations Unies à Bagdad, il réaffirme l'engagement pris par le Secrétaire général et le personnel du Haut-Commissariat d'honorer sa mémoire en poursuivant les buts qu'il s'était fixés en matière de droits de l'homme grâce aux activités et programmes entrepris. Il souligne à cet égard que pour le Haut-Commissariat les organes conventionnels constituent un pilier central de l'édifice des droits de l'homme construit par les Nations Unies.
2. M. Ramcharan indique que, depuis la dernière session du Comité en juillet au cours de laquelle il a évoqué la notion de système national de protection des droits de l'homme que le Secrétaire général avait mise en évidence dans son rapport de septembre 2002 intitulé «Renforcer l'ONU: un programme pour aller plus loin dans le changement», de nombreux États membres ont présenté des observations indiquant ce qu'ils estiment être les principaux éléments d'un tel système sur leur territoire, et lui-même en a parlé à de nombreux partenaires de programmes. Pour que de tels systèmes soient efficaces, il faut que la mise en œuvre des recommandations des organes conventionnels devienne une préoccupation centrale des pays. À cet égard, les coordonnateurs résidents, représentants résidents des Nations Unies comme il l'a souligné lors d'une réunion récente de ces derniers, peuvent et devraient jouer un rôle décisif en aidant les gouvernements à coopérer de bonne foi dans l'application des traités au niveau national. Le Comité des droits de l'homme peut aussi apporter sa contribution en formulant des recommandations concrètes et applicables et le Haut-Commissariat lui fournira l'appui dont il a besoin pour ses activités de suivi.
3. M. Ramcharan se dit encouragé par les résultats positifs de la nouvelle procédure adoptée pour le suivi des observations finales, qui apparaissent dans l'excellent taux de réponse des gouvernements auxquels elle a été appliquée et dans le nouveau chapitre sur le suivi du rapport annuel présenté par le Comité à l'Assemblée générale. D'autres organes conventionnels devraient s'en inspirer et plusieurs propositions d'ateliers consacrés au suivi des observations finales de ces organes ont d'ailleurs été formulées.
4. Notant que la seconde lecture du projet d'observation générale concernant l'article 2 figure à l'ordre du jour de la session en cours, M. Ramcharan se réjouit que le projet révisé du Rapporteur prenne en compte les observations reçues à propos du premier projet d'autres organes conventionnels, d'institutions spécialisées et d'organisations non gouvernementales intéressées. Cette observation générale portant sur l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte et les recours utiles en cas de violations des droits de l'homme, soit un sujet primordial qui présente de l'importance pour tous les organes conventionnels, M. Ramcharan espère qu'elle sera vite adoptée.
5. Évoquant la récente conférence organisée en Finlande par le Groupe de travail sur les droits de l'homme de l'Association de droit international et consacrée à l'influence des travaux

et des décisions des organes conventionnels sur les tribunaux nationaux, M. Ramcharan relève l'impact de plus en plus grand des décisions adoptées par le Comité en vertu du Protocole facultatif auxquelles les tribunaux nationaux se réfèrent de plus en plus et sur lesquelles ils fondent parfois leurs décisions. Trois des constatations du Comité adoptées à la session précédente ont aussi fait l'objet d'une attention considérable de la part des médias et deux d'entre elles vont être largement diffusées grâce à leur parution dans une grande revue juridique internationale.

6. Passant à la question des ressources humaines, M. Ramcharan se félicite de l'intégration de deux nouveaux juristes, un russophone et un hispanophone, à l'Équipe des requêtes. Un commis à la saisie des données qui sera principalement chargé de la saisie des plaintes et de la mise à jour de la base de données sur les communications a été récemment recruté et un administrateur auxiliaire rejoindra prochainement l'équipe chargée des activités du Comité en vertu de l'article 40 du Pacte. Il faut espérer que ces renforts permettront d'améliorer les activités logistiques et de fond du Comité.

7. Le PRÉSIDENT remercie le Haut-Commissaire par intérim de son intervention et invite tous les participants à se lever pour observer une minute de silence en hommage à la mémoire de Sergio Vieira de Mello et de toutes les victimes de l'attentat contre le siège des Nations Unies à Bagdad.

8. *Les participants observent une minute de silence.*

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 2 de l'ordre du jour provisoire) (CCPR/C/151)

9. *L'ordre du jour est adopté.*

ORGANISATION DES TRAVAUX ET QUESTIONS DIVERSES (point 3 de l'ordre du jour provisoire)

RAPPORT DU PRÉSIDENT-RAPPORTEUR DU GROUPE DE TRAVAIL DE PRÉSESSION

10. M. WIERUSZEWSKI (Président-Rapporteur du Groupe de travail de présession), présentant son rapport, dit que le Groupe de travail de présession, composé de MM. Bhagwati, Depasquale, Glèlè Ahanhanzo, Kälin, Rivas Posada, Scheinin, Solari-Yrigoyen et lui-même, s'est réuni du 13 au 17 octobre. Il a examiné 24 communications et recommandé que 12 communications soient déclarées irrecevables, et une recevable, et que 11 communications fassent l'objet de constatations au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif.

QUESTION DIVERSES

11. Le PRÉSIDENT propose aux membres du Comité d'adopter le projet de programme de travail de la session.

12. *Le programme de travail est adopté.*

La première partie (publique) de la séance prend fin à 10 h 25.
